

## D'Irak au Maghreb, une région en transformation

Les pays arabes ont choisi de porter leur regard vers l'Occident plutôt que vers l'Orient, sans que cela veuille dire qu'il existe une vraie culture de la démocratie.

Mohamed Tozy

**L**e 2 février 2005, le président George W. Bush annonçait que des réformes pleines d'espoir sont déjà en train de prendre pied dans un territoire discontinu et bigarré dessinant un arc virtuel et vertueux allant du Maroc à la Jordanie et à Bahreïn. Les élections irakiennes malgré une violence extrême qui les a accompagné ont été considérées comme un énorme progrès et sont saluées comme un prélude à une démocratisation conforté par un taux de participation exceptionnelle au vue du climat d'insécurité ; la gestion par les palestiniens de la succession de Yasser Arafat puis l'élection présidentielle qui s'en est suivie ; la « révolution pacifique des cèdres » qui a obligé les syriens à quitter le pays sans que les provocations à la voiture piégée dont été victime notre confrère Samir Kassir, assassiné au début de juin 2005, ne dégénère, le frémissement de la rue égyptienne et l'opposition forte que rencontre l'hypothèse d'un énième élection de Hosni Moubarak ou à défaut l'installation d'une république héréditaire, font dire à certains commentateurs américains et européens que l'on assiste à un « Printemps arabe » dans les pays du Proche-Orient et au Maghreb.

A posteriori cet hypothétique printemps arabe viendrait légitimer l'invasion de l'Irak et la chute du régime de Saddam Hussein. Le coût de la guerre menée par les Etats-Unis en Afghanistan et en Irak en est grandement réduit et le scénario d'une guerre pour la démocratie en deviendrait reproductible et même souhaitable par une partie des élites arabes, notamment celle expatriée.

La question qu'on peut se poser à partir des marges du monde arabe, dont la dynamique n'est ni audible ni prise au sérieux est la suivante : si les pays arabes ne peuvent pas tôt ou tard échapper au processus de modernisation accéléré avec son lot d'urbanisation anarchique, de scolarisation massive, d'individuation et d'affaïssement des liens de solidarité traditionnelle, rendant impossible ou du moins difficile une gestion patrimoniale des ressources et tout mode de gouvernement basé sur une instrumentalisation de la religion et de l'histoire mythique des arabes, on ne peut pas non plus replonger dans le mythe de la baguette magique et croire les yeux fermés à l'avènement d'un « Printemps arabe ».

Il ne s'agit pas ici d'un pessimisme de bon aloi, les pays constituant ce qui est communément appelé le Monde arabe se transforment à un rythme soutenu. Ces transformations violentes renvoient à des conflits de générations énormes qui amènent ces sociétés à des régressions, des détours, à l'adoption d'un rythme chaotique qui autorise le pessimisme.

L'honnêteté voudrait quand on commence par refuser deux choses : la catégorie monde arabe comme une catégorie englobante juste parce que on est sensé – ce qui est faux – parler la même langue et revendiquer la même histoire. Croire d'emblée sans appareil critique au discours des acteurs c'est consolider les stéréotypes qui génèrent des politiques schématiques porteuses de dérives. En effet, quand on observe le monde arabe, on est frappé par le fait qu'il s'agit d'une construction qui va à contre courant des itinéraires historiques territorialisés de chaque entité le composant, de chaque pays au sens écologique du mot. S'il y a une chose qui a réussi c'est bien les constructions autoritaires des nationalismes situés dans les frontières légués par la colonisation. Ces pays/nation tournent le dos à juste raison à la nation arabe devenu un référant mythique plus proche de la vision dans la tradition mystique que de la réalité. Dans le Rapport du PNUD sur le développement humain 2002, consacré à la question de la « démocratie dans un monde fragmentée », les auteurs rappellent que le nombre de régimes autoritaires aurait chuté à 30 seulement, le reste des pays seraient « en transition ». La recherche se retrouve ainsi devant une catégorie occupant une zone grise dont il est difficile d'esquisser le profil. Dans cette zone cohabitent des pays comme le Koweït, les Emirats Arabes Unis et le Maroc.

### L'idée d'une démocratie au bout du fusil

**L**a science politique des areas studies, partie prenante du projet du Grand Moyen Orient est de plus en plus immergée dans un paradigme prescriptif qui inscrit la démocratie dans un horizon indépassable, au point de traiter le monde arabe comme une exception culturelle dont seule une intervention énergique

exogène peut soustraire aux errements patrimonialistes. Cette science du pouvoir a tendance à évacuer la question de l'autoritarisme et ses différentes manifestations. Elle traite l'autoritarisme comme une catégorie résiduelle et s'oblige à penser tous les pays à partir du référentiel démocratique dans le cadre d'une sorte de nouvel idéal positiviste dans lequel se seraient engagés explicitement tous les systèmes politiques, tantôt par conviction, croyant concilier les dérives autoritaires et les mécanismes de la représentation en aménageant des espaces de compétition désamorcée, tantôt par ruse pour s'attirer les bonnes grâces des bailleurs de fonds pour qui la démocratie est le choix rationnel par excellence, comme le serait d'ailleurs le marché ou le libéralisme économique. (Jean Leca : « L'hypothèse totalitaire dans le tiers monde ; les pays arabo-musulmans », dans Guy Hermet (dir.) : Totalitarisme, Paris. Economica, 1984). Pour qualifier ces situations hybrides, les politologues n'ont pas hésité à faire usage d'associations de concepts incompatibles : « autocratie libéralisée », ou « démocratie contrôlée » ...

L'agenda standard des réformes s'attache à dissocier les indicateurs mesurables de l'histoire des modes d'appropriations de ces réformes et de la réalité du partage du pouvoir, surdéterminant les effets pédagogiques d'un changement graduel et sectoriel, sacrifiant une démarche qui s'attacherait aux processus de réinvention des mécanismes de domination et à la capacité d'adaptation des régimes autoritaires aux impératifs de la bonne gouvernance et de la performance économique. Dans cette perspective la tenue des élections en Afghanistan, et en Irak nous dispenserait de voir l'hégémonie du tribalisme et la neutralisation de l'émergence d'une citoyenneté irakienne affranchie des loyautés confessionnelles et ethniques par le choix américain du confessionnalisme et de l'ethnicité comme modes de structuration des clivages politiques. L'essentiel pour les stratèges de la démocratie en marche est dans les indicateurs de performance des mécanismes et non dans l'adoption des valeurs qui introduirait une rupture avec les héritages d'antan. On ne s'étonnerai pas dès lors, de voir le Qatar, petite dictature pétrolière érigée en modèle de réformes politiques réussi, juste parce que *Al Jazira* y émet, ou les Emirats Arabes saluées comme le super marché mondiale, modèle incontesté du triomphe du libéralisme sans dire un mot sur le système politique prébendier, et encore moins sur le sort de la majorité des résidents asiatiques ou maghrébins privés de leurs droits élémentaires de main d'œuvre émigrée.

### La catégorie monde arabe

**V**u du Maghreb, la catégorie monde arabe indispose, non pas parce que l'amazighité y gagne du terrain et que dans la spécificité arabe il y aurait une spécificité maghrébine encore plus irréductible à la systématisation. Le malaise vient du fait que les analys-



**Le président de l'Algérie, Abdelaziz Bouteflika, au cours de la séance de clôture du sommet de la Ligue Arabe qui s'est tenu à Alger le 23 mars 2005. / AFP**

tes semblent ignorer les trajectoires historiques de ces pays qui ont engagé des réformes bien plus consistantes depuis longtemps. Ceci ne veut pas dire que la démocratie y est devenue une culture, loin de là. Tout au plus, ces pays semblent avoir opté par leur société civile de lier leur sort plus à l'Europe qu'à l'Orient. Leur point de mire est situé plus vers la Turquie et le pari qu'elle puisse casser l'exceptionnalité musulmane en intégrant l'Europe avec ses islamistes devenu islamo-démocrates à force de compromis politiques que les réformes introduites par les serviteurs des lieux saints (Arabie Saoudite) visant à créer des conseils municipaux et un parlement coopté.

Durant la dernière semaine de mai 2005, la Banque mondiale qui publia en 2002-03 quatre rapports sur la région MENA (Moyen Orient et Afrique du Nord) a organisé un séminaire à Tunis, qui a réuni une centaine

## Le Sahara Occidental dans le cadre de la dynamique géopolitique du Maghreb

Les 3 et 4 juin 2005 s'est tenu à Miraflores de la Sierra (Madrid) le séminaire "Solutions pour le Sahara. Le Sahara Occidental dans la dynamique géopolitique du Maghreb", organisé par l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed) en collaboration avec le Centre international de Tolède pour la paix et le Centre d'Estudis Històrics Internacionals (CEHI). Plus de 30 experts – académiciens, politiques et médiateurs, représentants de la société civile et de la diplomatie internationale – se sont réunis dans le but d'actualiser le diagnostic d'un conflit historique qui dure depuis de plus de 30 ans.

Ce séminaire s'est orienté suivant trois axes principaux : le rôle des Nations unies ; la médiation et la prévention des conflits ; et la société civile et l'élaboration du discours. Outre les deux conférences inaugurales sur l'évolution du conflit et les ressources économiques du Sahara Occidental, ces trois axes ont été le point de départ d'un débat intense à la fin duquel les participants ont formulé quelques propositions sur l'analyse actuelle du conflit et les probables futurs scénarios.

Ainsi, les personnes présentes ont coïncidé sur le fait que les mécanismes classiques de médiation semblent avoir épuisé toutes leurs possibilités au Sahara Occidental et qu'il est donc maintenant nécessaire que les parties impliquées recherchent des voies complémentaires afin de résoudre ce conflit. Elles sont toutes tombées d'accord sur les conséquences négatives que la persistance du conflit a sur les relations entre les pays du Maghreb, les empêchant d'avancer vers une plus grande intégration et représentant donc un obstacle permanent à la construction de l'Union du Maghreb arabe et à son interaction avec l'Union européenne. Il apparaît donc nécessaire de faire un nouveau diagnostic du conflit à la vue du nouveau scénario international ayant surgi avec la globalisation, la fin de la guerre froide, l'unilatéralisme, le 11 septembre 2001, les changements régionaux et locaux, ainsi que les limitations de la médiation des Nations unies.

Sur la base de la validité du cadre des Nations unies, les participants ont signalé qu'il est nécessaire d'impliquer activement tous les pays du Maghreb, ainsi que d'autres pays intéressés tels que l'Espagne et la France. Cependant, une des questions les plus cruciales des interventions a été sans doute le débat sur la société civile et le protagonisme de plus en plus croissant qu'elle acquiert, tant à cause de la richesse associative de la société marocaine que pour sa capacité de mobilisation et de demande de nouvelles réponses afin de résoudre ce long contentieux, et qui pourrait trouver de points de coïncidence en faveur de la modernisation politique du Maroc et du Sahara Occidental.

Parmi les propositions formulées, il convient de souligner : la création d'un Groupe international de Travail ayant la capacité d'interlocuteur avec les parties, afin d'arriver à débloquer la situation actuelle dans la région et de la médiation des Nations unies, et pouvant compter sur le soutien des forums internationaux et de la société civile marocaine et sahraoui, ainsi que sur celle des pays voisins ; la réalisation d'un nouveau diagnostic du conflit basé sur les paramètres actuels et les changements s'étant produits dans les sociétés respectives ainsi que sur le contexte régional et international ; l'intégration d'initiatives provenant de la société civile ; la démarche auprès de l'UE afin qu'elle s'engage dans la résolution de ce vieux contentieux, qu'elle l'inclue dans son agenda de politique extérieure, dans sa politique méditerranéenne, et dans le développement de sa nouvelle politique de voisinage ; et finalement, la programmation de nouvelles éditions du séminaire afin de promouvoir les accords de la première, qui se tiendront à Barcelone et à Tolède, et afin de contribuer à la création du Groupe international de Travail.

Lurdes Vidal- IEMed

de personnalités maghrébines (les quatre rapports sont : *Pour une meilleure gouvernance dans les pays du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord, Inégalité entre les sexes et le développement au Moyen Orient et en Afrique du Nord, Echanges commerciaux, investissements et développement dans la région du Moyen Orient et en Afrique du Nord, valoriser les possibilités d'emploi dans les pays Moyen Orient et en Afrique du Nord*, Editions Banque mondiale et éditions ESKA, 2004). Cette rencontre est une sorte d'aveu d'échec de la catégorie monde arabe.

L'un des rapports qui porte sur la question de la gouvernance avait du mal à être recevable par l'ensemble des régimes du Proche-Orient malgré de multiples concessions. En effet, pour couvrir la zone MENA le style adopté par les rédacteurs a été obligé d'édulcorer les définitions les plus importantes pour augmenter leur recevabilité par les régimes les plus en retard dans le domaine de la gouvernance. Ils ont dû aussi s'accommoder de certaines contradictions. Par exemple le recours parfois à un référentiel traditionnel pour illustrer le cas de la bonne gouvernance ; ce qui n'est pas forcément illustration de ce qu'on pourrait aujourd'hui appeler « la bonne gouvernance » sous sa forme moderne : faire référence aux dires deuxième calife ou encore la consultation comme prélude à la démocratie. Par ailleurs, la définition qui y est faite des parlements arabes évacue la représentativité électorale comme principale source de légitimité. Malgré ces concessions, le rapport n'a pas été recevable en l'Etat, ce qui a obligé en quelque sorte la BM de se replier sur le Maghreb considéré comme une catégorie plus homogène et permettent des discussions de fond sur ces questions en dépit de la vigilance du pays hôte, la Tunisie de Zine el Abidine Ben Ali.

Cette rencontre a connu un certain succès, non pas que le Maghreb est plus démocratique, mais tout simplement parce que les comparaisons sont possibles sans que des questions aussi banales que la loi comme seul lien entre citoyens, ou la représentativité électorale, la participation de la femme à la politique ne deviennent subversives. Le sommet arabe d'Alger est une autre occasion pour souligner les difficultés rencontrées par l'entité monde arabe. Une simple visite aux différents forums sur Internet qui ont accompagné cette manifestation atteste de la désillusion du citoyen « arabe » d'autant plus que ce sommet a subtilement évité de traiter des réformes politiques intérieures. L'événement étant créé par la visite du Roi du Maroc, Mohammed VI, à Alger et la présence du président du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, au sommet où l'initiative pour la paix morte née après son rejet par Israël. ■